

ETAPES D'UNE DEMANDE DE MISE SOUS PROTECTION

- Tout professionnel, citoyen
Tout travailleur social

- Travailleur social
 - Service ASPI*
 - Service ASE*

*Accompagnement social de proximité et insertion
*Aide Sociale à l'Enfance

Saisine de la Cellule Ecoute et Vigilance

Envoi du rapport social et des pièces justificatives par courrier à la CEV



Rapport social



Pièces justificatives



- Cellule Ecoute et Vigilance

Rédaction d'un courrier circonstancié

Joint au rapport social du travailleur social ASPI/ASE



Cerfa n°15891*03

- Procureur de la République

Analyse et validation du dossier

Dossier incomplet

- Demande d'évaluation par un travailleur social via la CEV
- Désignation d'un médecin habilité



Liste des médecins

- Procureur de la République

Dossier complet

Personne à protéger
Entourage

Envoi direct d'un dossier de demande de protection juridique au Juge des contentieux de la protection

- Juge des contentieux de la protection

Evaluation de la situation de la personne à protéger et des personnes à entendre

Saisine du Juge des contentieux de la protection en qualité de Juge des Tutelles

Prononcé d'une **Sauvegarde de justice avec désignation d'un mandataire spécial** pour réaliser certains actes

Prononcé de la mesure de protection :

- **Assistance aux biens et à la personne** : habilitation familiale assistance ; habilitation familiale représentation ; curatelle simple ; curatelle renforcée aménagée ; curatelle renforcée aux biens, à la personne.
- **Représentation aux biens, à la personne** : mesures d'accompagnement judiciaire ; tutelle aux biens, à la personne.

Notification à la personne protégée, au requérant, au mandataire désigné et à l'entourage de la personne protégée



Seul le Juge peut décider de la nature de la mesure de protection !

Désignation d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)

- MJPM (délégué, préposé ou individuel)

Accompagnement du majeur protégé



Pour plus de détails sur le rôle et les missions d'un MJPM, visionnez le webinaire disponible sur le site internet du DAC Var Ouest

Une mesure de protection est prononcée que si le majeur présente une altération de ses facultés mentales ou de ses facultés corporelles médicalement constatée et de nature à empêcher l'expression de sa volonté.